

## DÉBAT INTERVENANTS

### **John Andrews, écrivain, journaliste et conseiller de rédaction à *The Economist***

Je suis tenté de procéder à un deuxième tour, mais je ne pense pas que nous le ferons parce que nous voulons avoir des questions de la part du public. Ce que je remarque dans toutes vos présentations, c'est que je ne pense pas que la Corée du Nord ait été mentionnée une seule fois et pourtant, dans un sens, elle a dominé la première, et personnellement j'espère la dernière, présidence Trump. Monsieur Kim, qu'arrive-t-il à votre voisin du nord ?

### **Kim Chang-beom, vice-président et directeur général de la Federation of Korean Industries**

Il est intéressant de noter que l'*Economist Intelligence Unit* a récemment publié *Risk Outlook 2024* et a répertorié les 10 principaux éléments de risque. Qu'il s'agisse de prolifération nucléaire ou de missiles, la Corée du Nord n'apparaît pas, elle n'est pas sélectionnée parmi les 10 principaux risques. Le peuple sud-coréen s'habitue plus ou moins à la menace permanente venant du Nord, mais je pense que c'est une sorte de facteur acquis pour les entreprises coréennes. En outre, certains partenaires commerciaux occidentaux et étrangers en tiennent compte comme un facteur constant dans leurs implantations commerciales. Je pense que cela explique en partie pourquoi le facteur nord-coréen ne figurait pas sur la liste.

### **John Andrews**

Pensez-vous qu'on fait preuve d'une dangereuse autosatisfaction ?

### **Kim Chang-Beom**

Je pense que le niveau de menace ou le niveau de perception de la menace est resté plus ou moins le même. Bien entendu, ils ont inscrit pour la première fois dans leur constitution le recours aux armes nucléaires, ce qui est assez alarmant, ainsi que la série d'essais de missiles balistiques intercontinentaux. Je continue de penser que dans les conseils d'administration, les PDG sont davantage préoccupés par l'intensification de la rivalité hégémonique entre les États-Unis et la Chine.

### **John Andrews**

C'est Doug qui nous a ramenés au PTPGP et qui, à mon avis, a eu raison de dire à quel point il était insensé de la part des États-Unis de se soustraire au TPP. Bien entendu, la Corée du Sud ne fait pas partie du PTPGP.

### **Kim Chang-Beom**

Pas encore, mais je pense que l'année prochaine, le gouvernement coréen tentera de faire pression en faveur de sa participation au PTPGP.

**John Andrews**

La Grande-Bretagne, qui est loin de là, va également le rejoindre. Je me demande, Yuichi, à l'origine, lorsque le TPP a été envisagé, c'était un moyen de tenir la Chine à l'écart, mais la Chine souhaite rejoindre le PTPGP. Du point de vue japonais, la Chine serait-elle la bienvenue ?

**Yuichi Hosoya, professeur de politique internationale à l'Université Keio à Tokyo**

Voilà une question intéressante. Je pense que de nombreux responsables du gouvernement japonais examinent la possibilité ainsi que les résultats d'une participation chinoise. Premièrement, l'obstacle est extrêmement élevé et il est peu probable que la Chine parvienne à le surmonter.

**John Andrews**

Vous voulez dire que ce serait une manière de tenir la Chine à l'écart ?

**Yuichi Hosoya**

En plus des membres originaux, le Royaume-Uni va désormais devenir membre du PTPGP, ce qui en fera un obstacle plus important à l'entrée de la Chine. Pour que la Chine saute toutes les barrières à l'accession, elle devrait soutenir sa force politique et économique, ce que le Japon et les autres membres accueilleraient favorablement. Dans les deux cas, les obstacles sont encore très élevés et il est donc peu probable que la Chine puisse adhérer. Toutefois, si la Chine parvient à réformer son propre système politique et économique, cela serait également le bienvenu, mais nous devons en même temps nous en tenir au plan initial. La pression chinoise ne devrait pas nous pousser à abaisser les obstacles et tant que cela continue, je pense que tout ira bien.